



La situation sociale en France est marquée par un mécontentement social grandissant, par l'aspiration à une véritable justice sociale et fiscale, par la dénonciation des reculs sur les libertés publiques comme individuelles.

Alors que les annonces faites par le président de la République ou son gouvernement n'ont pas répondu aux attentes, alors que des lois portant atteinte aux libertés syndicales et de manifester sont votées, que les prix des produits de consommation courante continuent à d'augmenter, que la suppression de l'ISF n'est pas remise en cause, que le chômage progresse. Le « grand débat national » ne peut ni se substituer, ni contourner, encore moins être opposé aux revendications sociales et syndicales.

En parallèle, le patronat, particulièrement celui des grands groupes, porte lui aussi une grande responsabilité dans l'exaspération sociale. C'est dans les entreprises et dans les services publics que les salarié-es sont considéré-es comme un coût et non pour ce qu'ils/elles sont : une richesse. C'est là que les conditions de travail se dégradent.

C'est partout que la précarité s'aggrave.

Dans ce contexte, il s'agit de gagner l'augmentation du SMIC, des salaires, des pensions, des minima sociaux, l'égalité femmes-hommes, un véritable droit à l'éducation et à la formation. Il s'agit aussi de renforcer notre protection sociale et notre système solidaire de retraite par répartition. Il s'agit enfin de répondre aux enjeux climatiques et environnementaux, tout en développant des emplois de qualité.

Le 19 mars, mobilisons-nous

GRÈVE ET MANIFESTATIONS

- **10h30 LORIENT** : Maison des syndicats Cosmao-Dumanoir
- **10h30 VANNES** : Zone du Prat
- **11h BELLE ILE** : Le Port Le Palais

Une augmentation générale et immédiate de tous les salaires , dans tous les secteurs.

Des mesures de rattrapage des pertes subies depuis des années.

Des créations d'emplois partout et pour toutes et tous.

L'abrogation des jours de carence. (Secteur Privé et public)

Pour un accès universel aux soins, en dehors de toute discrimination .

La revalorisation des pensions.

Le retrait du projet de loi de réforme de la fonction publique, de la loi Blanquer et la loi ORE (Parcours sup., réforme du lycée etc .)

L'amélioration des conditions de travail dans tous les secteurs. (Privé et public)